

Anvers rappelle à l'ordre Charles Michel !



Suite aux contestations, notamment celles du PS, le Gouvernement MR/N-VA semblait avoir décidé jeudi de ne pas modifier les conditions de calcul de la pension des travailleurs de 50 ans et plus au chômage depuis plus d'un an. Rappelons que cette mesure pourrait coûter plus de **140 euros par mois aux futurs pensionnés**.

Mais cette décision ne semble pas du goût du Bourgmestre d'Anvers.

Pour Elio Di Rupo, « Bart De Wever a fait savoir qu'il fallait continuer à gouverner le pays à droite toute en n'épargnant personne ! En effet, après la pension à point, le report de l'âge légale de la pension de 65 à 67 ans, la suppression de la prise en compte des années d'études des enseignants et autres fonctionnaires, la suppression des régimes préférentiels pour les personnes qui exercent des travaux pénibles, le principal parti du gouvernement veut imposer une nouvelle mesure injuste. »

Le PS demande à Charles Michel de se faire respecter et d'éviter aux citoyens de plus de 50 ans qui ont malheureusement perdu leur emploi une nouvelle attaque frontale contre leur pension.

« Il n'est pas acceptable, sous prétexte de vouloir mieux valoriser le travail, de pénaliser encore et encore les gens qui travaillaient et qui ont subi un licenciement. D'autres solutions s'offrent au gouvernement, comme la réinstauration du bonus de pension, qui permettait de donner un complément financier à ceux qui travaillent plus longtemps », poursuit Elio Di Rupo.

Il conclut « Une autre voie est possible que de considérer systématiquement les pensions comme une variable d'ajustement budgétaire. »